

je suis ici seulement comme mandataire, responsable tout d'abord de ma conduite à l'égard de mes mandants. Or je sais, pour avoir pris part à toutes les luttes, que mes mandants m'ont fait confiance parce que j'ai toujours combattu de toutes mes forces le militarisme et l'impérialisme sous toutes ses formes, et je ne me croirais pas justifiable ce soir de changer d'opinion.

Un DEPUTE: Très bien!

M. SYLVESTRE: Voilà pourquoi, avec la conviction profonde que j'ai acquise par l'expérience au cours de ma vie politique, je me vois dans la nécessité de déclarer que je suis opposé à cette augmentation soudaine et imprévue des effectifs militaires dans ce pays. D'après mon expérience et les quelques livres que j'ai lus sur l'histoire de toutes les guerres, si on va au fond de cette question, je suis convaincu que les premiers intéressés sont les producteurs d'armements, les fournisseurs de munitions, qui ne songent qu'à leur intérêt personnel, gens sans cœur et sans entrailles qui n'ont d'autre but que l'augmentation de leur fortune et qui, parfois, sous un couvert de patriotisme, n'hésitent pas à conduire le pays à la ruine pourvu qu'ils y trouvent leur profit. Nous en avons eu, monsieur le président, des exemples frappants lors de la dernière guerre qui a dévasté le monde entier.

C'est la raison pour laquelle je m'oppose aux armements, et je crois que, sur ce point, mes électeurs me donneront raison.

Je constate, toutefois, qu'un fort montant est voué au développement de l'aviation, tant civile que militaire, dans ce pays. L'aviation est une nouvelle science qui comporte beaucoup d'attrait pour la jeunesse et, malheureusement, jusqu'à date, je n'hésite pas à le dire, les nôtres n'ont pas obtenu la justice à laquelle ils avaient droit. J'ai essayé moi-même de placer dans l'aviation des jeunes gens de talent et qui me paraissaient bien qualifiés pour apprendre cette profession. La porte leur a été fermée, tout simplement à cause du manque de la connaissance de l'anglais. J'espère donc que, cette fois-ci, Québec aura sa part, qu'on prendra les moyens nécessaires pour fonder, dans cette province, des écoles d'aviation avec des instructeurs parlant et comprenant le français, de sorte que nos jeunes, ceux qui veulent entrer dans cette nouvelle carrière, pourront y trouver les connaissances voulues et l'entraînement nécessaire afin d'obtenir leur certificat. A mon avis, du moment qu'un mécanicien a la compétence voulue, qu'un pilote possède les aptitudes requises pour conduire un avion, qu'il parle le français ou l'anglais ou n'importe quelle langue, c'est fort secondaire; et, dans notre province,

ils devraient pouvoir apprendre un métier qui leur serait enseigné dans leur propre langue.

Puisque j'en suis sur ce point, après cinq ans d'absence que je constate, à mon retour à Ottawa, qu'il s'est formé, durant les cinq années du régime conservateur, une hiérarchie puissante, embrassant un grand nombre des têtes de branches des départements, gens qui nous sont des plus antipathiques, gens qui, parfois, agissent de connivence avec la majorité des membres de la Commission du service civil, et que les nôtres n'obtiennent pas la justice à laquelle ils ont droit dans ce domaine. Il est de mon devoir d'élever la voix, de protester afin que le mécontentement qui règne déjà un peu partout ne s'accroisse pas davantage et afin d'empêcher qu'un jour il soit trop tard pour remédier au mal qui existe actuellement.

Donc, monsieur le président, pour les raisons que je viens d'énoncer je voterai contre la motion de non confiance, car, comme l'orateur qui m'a précédé et tous les électeurs de mon comté, j'ai la confiance la plus entière et la plus complète en mes chefs, et si je diffère d'opinion avec eux sur une question purement d'administration et d'armements, je reste quand même profondément attaché aux principes du parti libéral, je reste quand même profondément attaché à la direction de mes chefs, et si je vote contre l'augmentation des crédits et que l'avenir me donne tort, je serai le premier à le reconnaître. Comme mon prédécesseur, je souhaite que le Gouvernement ait raison et, si j'ai eu tort, je ferai amende honorable.

(Texte)

M. WILFRID LACROIX (Québec-Montmorency): Monsieur le président, le 31 décembre 1936 j'écrivais au très honorable premier ministre (M. Mackenzie King) la lettre suivante:

Je prends la liberté, comme député à la Chambre des communes, de vous faire certaines suggestions concernant les dépenses militaires qui, d'après les rumeurs, devraient être augmentées sensiblement dans le prochain budget.

Je crois que la province de Québec verrait d'un mauvais œil cette augmentation qui serait interprétée comme un mot d'ordre venant de Londres.

Ne croyez-vous pas que notre politique doit consister à éviter toute participation dans les guerres européennes, même si l'Angleterre était forcée d'intervenir dans un conflit par suite de ses traités ou des ententes qu'elle a ou pourrait avoir la France et la Belgique?

L'heure n'est-elle pas venue, pour éviter tout malentendu, d'avoir un siège permanent à la conférence pan-américaine? Ce geste signifierait le rôle que nous prétendons jouer dans les conflits européens dans lesquels l'Angleterre pourrait être intéressée.

Le Canada ne devrait-il pas considérer que l'heure est venue pour lui de prendre congé de la Société des Nations, d'étudier en même